

PAS DE TRÊVE POUR NOËL, PAS DE CADEAU POUR CE GOUVERNEMENT !

Après les annonces d'Édouard Philippe mercredi dernier qui n'ont fait que confirmer ce que l'on savait déjà, le gouvernement met aujourd'hui la pression pour que le mouvement s'arrête cette fin de semaine. Après la démission de Delevoye, le pouvoir ne sait pas comment s'en sortir. Il faut savoir en profiter !

À QUI PROFITE LE CRIME ?

Maire, parlementaire, ministre de la Fonction publique sous Chirac, médiateur de la République, président du Conseil économique, social et environnemental... Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire aux Retraites dans le gouvernement, affiche un bien beau cursus. Mais il a visiblement quelques « trous de mémoire », oubliant d'abord sa fonction d'administrateur au sein de l'Institut de formation de la profession de l'assurance, puis son siège au conseil d'administration de la Fondation SNCF, puis une dizaine d'autres mandats (comme l'a révélé le journal Le Monde).

Au-delà de l'itinéraire pas si singulier d'un homme de main des capitalistes passé par le RPR, l'UMP et aujourd'hui macroniste convaincu, le parcours de Delevoye éclaire parfaitement le fond du projet actuel : attaquer les retraites par répartition et toutes les solidarités afin que les grandes compagnies d'assurance, pourvoyeuses de retraites complémentaires coûteuses, mettent enfin la main sur le pactole de la protection sociale. Sa démission ne change rien au projet qu'il a largement contribué à construire, et l'on peut juste regretter qu'il n'ait pas emporté sa réforme avec lui.

LE POUVOIR VEUT L'ÉPREUVE DE FORCE

Mercredi dernier, au-delà de la répétition de mots bien galvaudés (« égalité », « solidarité », « répartition », « justice »), les annonces d'Édouard Philippe ont confirmé que le prétendu « système universel » se traduira par une baisse des pensions (avec la prise en compte de l'ensemble des carrières et non des meilleures années), un allongement de la durée de cotisation (avec l'âge dit « pivot » à 64 ans) et une « harmonisation » par le bas avec la destruction des conventions collectives (fin des « régimes

spéciaux »).

Après être resté sourd au mouvement de grève reconductible qui a démarré il y a une dizaine de jours, le gouvernement demande aujourd'hui aux agents de la SNCF et de la RATP d'arrêter la grève pour les fêtes de fin d'année... Si cette grève est difficile pour touTEs, à commencer pour les grévistes qui perdent de l'argent, c'est bien ce pouvoir qui en porte la seule responsabilité, en cherchant à imposer coûte que coûte un projet de loi unanimement rejeté, même par les syndicats les plus ouverts au prétendu « dialogue social »...

POUR LE RETRAIT DU PROJET, AMPLIFIONS LA GRÈVE !

Jusqu'à présent, les grévistes ont su éviter les manœuvres de division du gouvernement pour enfoncer un coin dans le mouvement : jouer les salariéEs du régime général contre celles et ceux des régimes spéciaux ; les hommes contre les femmes (réduites au passage au rôle de mère pour revaloriser leur pension) ; et surtout les salariéEs plus âgés, non impactéEs par la réforme contre les jeunes qui viennent ou vont rentrer dans le monde du travail... Il faut continuer, touTEs ensemble !

La nouvelle journée de grève nationale, mardi 17, s'annonce massive. Elle doit permettre de franchir une étape vers la grève générale : à la fois de consolider le mouvement de grève reconductible dans les transports, de l'étendre dans des secteurs comme l'éducation (où les quelques jours qui restent avant les vacances scolaires doivent être marqués par la grève et la mobilisation) ou le secteur hospitalier, et de le construire dans de nouveaux secteurs. Avec la démission de Delevoye, le pouvoir est fragilisé : pour dégager Macron et sa réforme des retraites, tout reste possible.

Le lundi 15 décembre 2019



npa2009.org

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :